

## Indicateur A5. Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ?

### Faits marquants

- Malgré l'augmentation du pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire ces dernières décennies, investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire reste rentable à long terme, à la fois sur le plan personnel et sur le plan sociétal.
- Dans les pays de l'OCDE, un dollar (dollar des États-Unis, USD) investi dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire rapporte pendant toute la vie active, en moyenne et par diplômé, 9 USD chez les hommes et 11.6 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE. La différence entre les sexes s'explique par le fait que le manque à gagner des femmes est nettement inférieur pendant les études, même si leur rendement net d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est moins élevé.
- Le rendement privé net est plus élevé à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire que du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement net est environ 1.5 fois plus élevé, sans distinction de sexe, dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire que dans l'effectif au plus diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

### Contexte

Consacrer du temps et de l'argent aux études, c'est investir dans le capital humain. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A3) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A4) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à retarder leur entrée dans la vie active. Le niveau de formation est dans l'ensemble plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir l'indicateur A1), mais ces derniers bénéficient de meilleurs débouchés sur le marché du travail et de salaires globalement plus élevés.

Les pays bénéficient également de l'élévation du niveau de formation de leur population grâce à l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales dès l'entrée des diplômés dans la vie active. Comme l'élévation du niveau de formation profite aux individus et aux pouvoirs publics, il est important d'analyser le rendement financier de l'éducation à la lumière d'autres indicateurs tels que les taux d'accès et de réussite des niveaux supérieurs d'enseignement (voir l'indicateur B5).

Cet indicateur n'aborde pas d'autres facteurs qui influent sur le rendement de l'éducation. Le rendement financier de l'éducation peut par exemple être affecté par le domaine d'études des diplômés, la situation économique, le marché du travail et le cadre institutionnel dans chaque pays ainsi que par des facteurs culturels et sociaux. En outre, les retombées de l'éducation ne sont pas uniquement financières, elles sont aussi économiques, comme l'accroissement de la productivité de la population, et sociales, comme la participation accrue des individus à des activités culturelles ou sportives (voir l'indicateur A6).

### Autres faits marquants

- Dans la quasi-totalité des pays dont les données sont disponibles, une licence, un master ou un doctorat procure un rendement privé et public net plus élevé qu'une formation tertiaire de cycle court.
- Pour les pouvoirs publics, les bénéfices de l'éducation sont supérieurs à ses coûts, car les travailleurs plus instruits paient des cotisations sociales et des impôts sur des revenus plus élevés. Dans les pays de l'OCDE par exemple, le taux public de rendement interne de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, en moyenne et par diplômé, à 6 % chez les hommes et à 3 % chez les femmes.
- Dans la plupart des pays de l'OCDE, le principal coût lié à l'élévation du niveau de formation est le manque à gagner pendant les études et non les coûts directs tels que les frais de scolarité et de subsistance. Le manque à gagner varie fortement entre les sexes et entre les pays selon la durée de la formation, le niveau de salaire et les différentiels salariaux entre les niveaux de formation et les revenus des personnes en formation.
- Les coûts publics directs (les dépenses publiques d'éducation et les bourses d'études, par exemple) sont le poste de dépenses le plus important pour les pouvoirs publics (coûts publics directs et manque à gagner fiscal). Comme les coûts directs sont équivalents entre les hommes et les femmes, le coût public total est assez similaire entre les sexes.

### Remarque

Cet indicateur fournit des informations sur les incitations à investir dans la poursuite des études compte tenu des coûts et des bénéfices, y compris le rendement financier net et le taux de rendement interne. Il analyse le choix entre deux options, à savoir poursuivre des études ou entrer dans la vie active. Cet indicateur porte sur deux scénarios : 1) investir dans

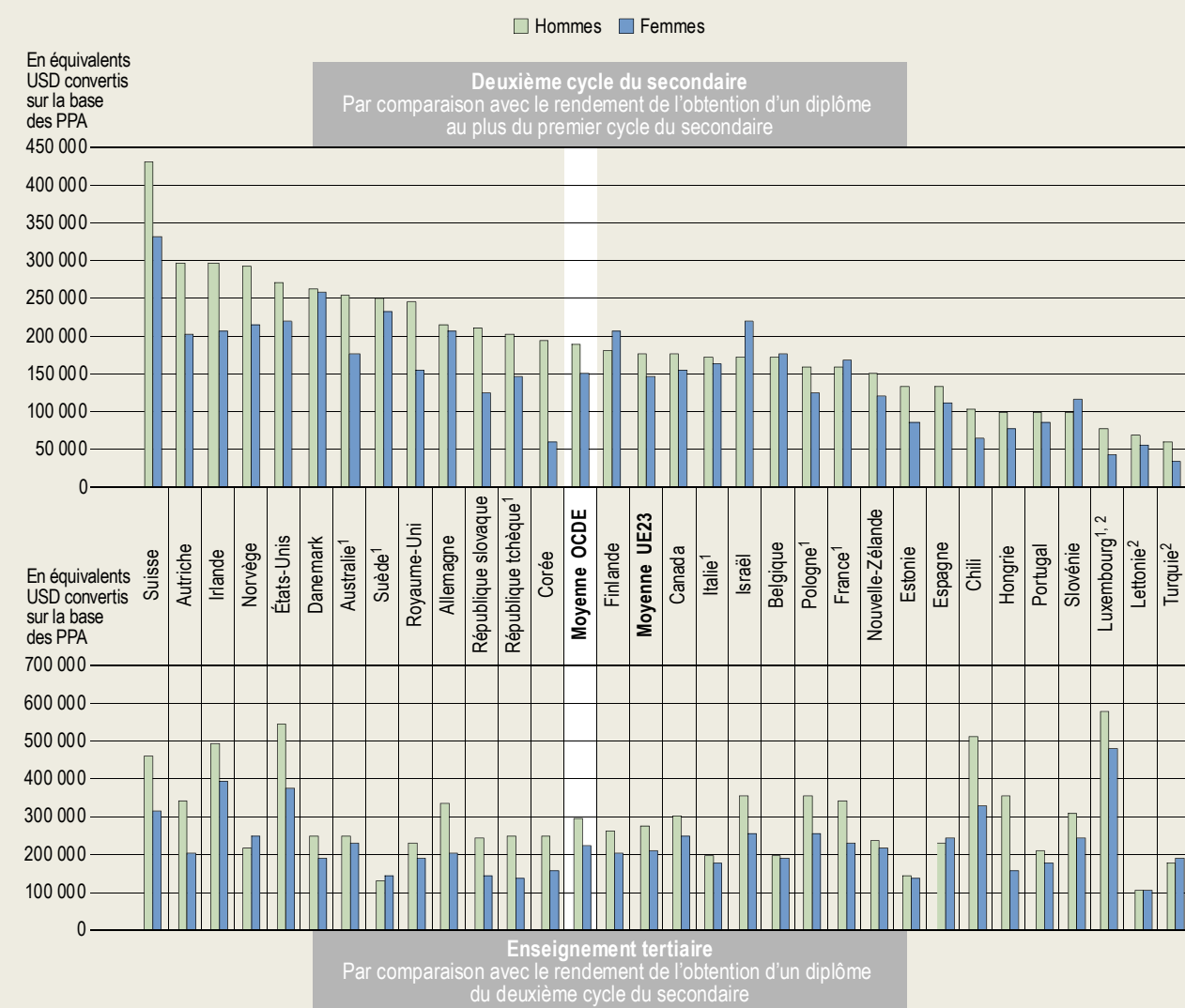
l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au lieu d'entrer dans la vie active sans être diplômé de ce niveau d'enseignement ; et 2) investir dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire au lieu d'entrer dans la vie active en étant au plus diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Il prend en considération deux types d'investisseurs : 1) les individus qui décident de poursuivre leurs études compte tenu des coûts et de l'avantage salarial net que cela implique (le rendement « privé ») ; et 2) les pouvoirs publics qui décident d'investir dans l'éducation compte tenu des coûts et de l'augmentation des recettes (fiscales, notamment) que cela implique (le rendement « public »).

Comme cet indicateur n'estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation que jusqu'à l'âge de 64 ans, l'âge théorique du départ à la retraite, il ne tient pas compte des pensions de retraite. Les coûts directs de l'éducation présentés dans cet indicateur ne prennent pas en considération les prêts d'études. Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE.

### Graphique A5.1. Rendement financier privé net de l'obtention d'un diplôme du tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2017)

En équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2017. Consulter les tableaux source pour de plus amples informations.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre décroissant du rendement financier privé net pour les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire.

Source : OCDE (2020), tableaux A5.2, A5.3, A5.6 et A5.7, disponibles en ligne. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934162641>

## Analyse

### ***Incitations financières à investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire***

#### *Incitations financières personnelles*

Le rendement privé net des diplômés correspond à la différence entre les coûts et les bénéfices associés à l'élévation de leur niveau de formation. Dans cette analyse, les coûts comprennent les coûts directs de l'investissement dans la poursuite des études et le manque à gagner durant les études, tandis que les bénéfices correspondent à la rémunération, après déduction de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales (voir la section « Définitions »). Le taux de rendement interne permet d'analyser le rendement de l'éducation sous un autre angle, car il évalue le taux d'intérêt réel auquel les coûts et bénéfices sont équivalents, c'est-à-dire le taux auquel un seul de rentabilité est atteint. Il peut être interprété comme le taux d'intérêt que l'investissement dans l'élévation du niveau de formation devrait rapporter aux diplômés chaque année durant leur carrière. Les incitations financières à investir dans l'élévation du niveau de formation peuvent aussi s'évaluer en fonction du rapport entre le coût total et le bénéfice total (le ratio coût-bénéfice), c'est-à-dire le rendement financier par dollar (dollar des États-Unis, USD) investi dans l'obtention d'un diplôme du niveau d'enseignement supérieur. Les incitations à investir dans l'élévation du niveau de formation varient entre les hommes et les femmes selon les indicateurs.

Dans tous les pays de l'OCDE, investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est payant à long terme, tant chez les hommes que chez les femmes. Le gain associé à ce niveau de formation pendant toute la carrière est supérieur au montant de l'investissement personnel. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement privé net de l'investissement dans la réussite du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, par diplômé, à 186 100 USD chez les hommes et à 150 400 USD chez les femmes (voir le Graphique A5.1).

Le rendement financier privé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles. Le rendement privé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est trois fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes en Corée. La Belgique, la Finlande, la France, Israël et la Slovaquie sont les seuls pays où le rendement privé est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir le Graphique A5.1).

Les coûts directs, à savoir les dépenses totales d'éducation, ne varient pas entre les hommes et les femmes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les coûts directs privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont de l'ordre de 2 700 USD. Les coûts directs représentent le poste de dépenses le plus évident, c'est vrai, mais ils sont inférieurs dans la plupart des pays au manque à gagner, c'est-à-dire le montant que les diplômés auraient pu percevoir s'ils avaient travaillé au lieu de faire des études. Le manque à gagner dépend de la durée des études, des niveaux de salaire, des taux d'emploi et de la différence de rémunération et de taux d'emploi entre les niveaux de formation. Le modèle d'analyse tient également compte du fait que dans de nombreux pays, il est courant de travailler pendant les études, ce qui réduit le manque à gagner et le coût total de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation (OCDE, 2017<sup>[11]</sup>). Dans les pays de l'OCDE, le manque à gagner associé à l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, en moyenne et par diplômé, à 20 500 USD chez les hommes et à 11 500 USD chez les femmes (voir les tableaux A5.1 et A5.2 en annexe). Le coût total de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire une fois les coûts directs combinés au manque à gagner, s'élève à 14 200 USD chez les femmes, soit 60 % environ du coût total enregistré chez les hommes (23 200 USD). En Suède, le coût total est pratiquement quatre fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Le Luxembourg est le seul pays où le coût total des femmes est supérieur à celui des hommes (voir le Graphique A5.2).

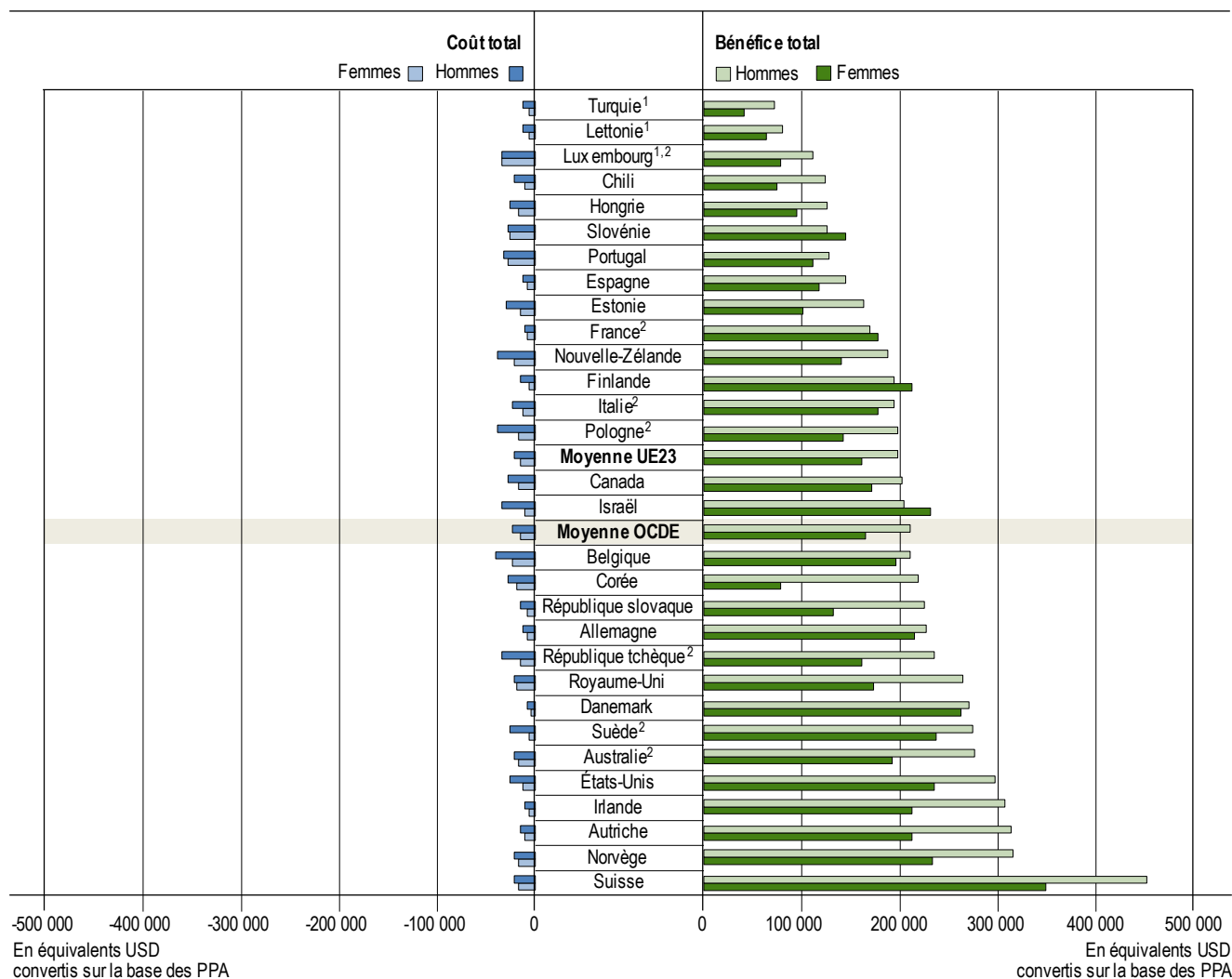
Comme hommes et femmes ne sont pas logés à la même enseigne sur le marché du travail, les bénéfices privés associés à l'investissement dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire varient entre les sexes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les bénéfices de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire tertiaire s'élèvent, au total et par diplômé, à 209 300 USD chez les hommes et à 164 600 USD chez les femmes. Cette différence s'explique essentiellement par la variation de la rémunération entre les sexes, mais elle est également imputable au taux d'emploi moins élevé des femmes dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir les indicateurs A3 et A4 et le Graphique A5.2).

L'élévation du niveau de formation accroît la rémunération durant toute la vie active, certes, mais les bénéfices privés qu'elle procure dépendent aussi de la fiscalité et du régime de sécurité sociale des pays (Brys et Torres, 2013<sup>[21]</sup>). À titre d'exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent moins d'un cinquième du salaire brut des hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au Chili, en Corée, en Estonie et en Suisse, mais en représentent plus de 40 % en Belgique. Comme les femmes tendent à gagner moins, elles se situent souvent dans des tranches inférieures d'imposition. Dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les impôts sur le revenu et les

cotisations sociales des femmes représentent par exemple moins d'un tiers de ceux des hommes en Corée et en Irlande (voir le Tableau A5.1 et le Tableau A5.2). Précisons que les impôts et les cotisations sociales sont également en rapport avec les régimes de retraite, qui ne sont pas abordés dans cet indicateur.

### Graphique A5.2. Coûts et bénéfices privés d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2017)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2017. Consulter les tableaux source pour de plus amples informations.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre croissant des bénéfices privés totaux chez les individus de sexe masculin.

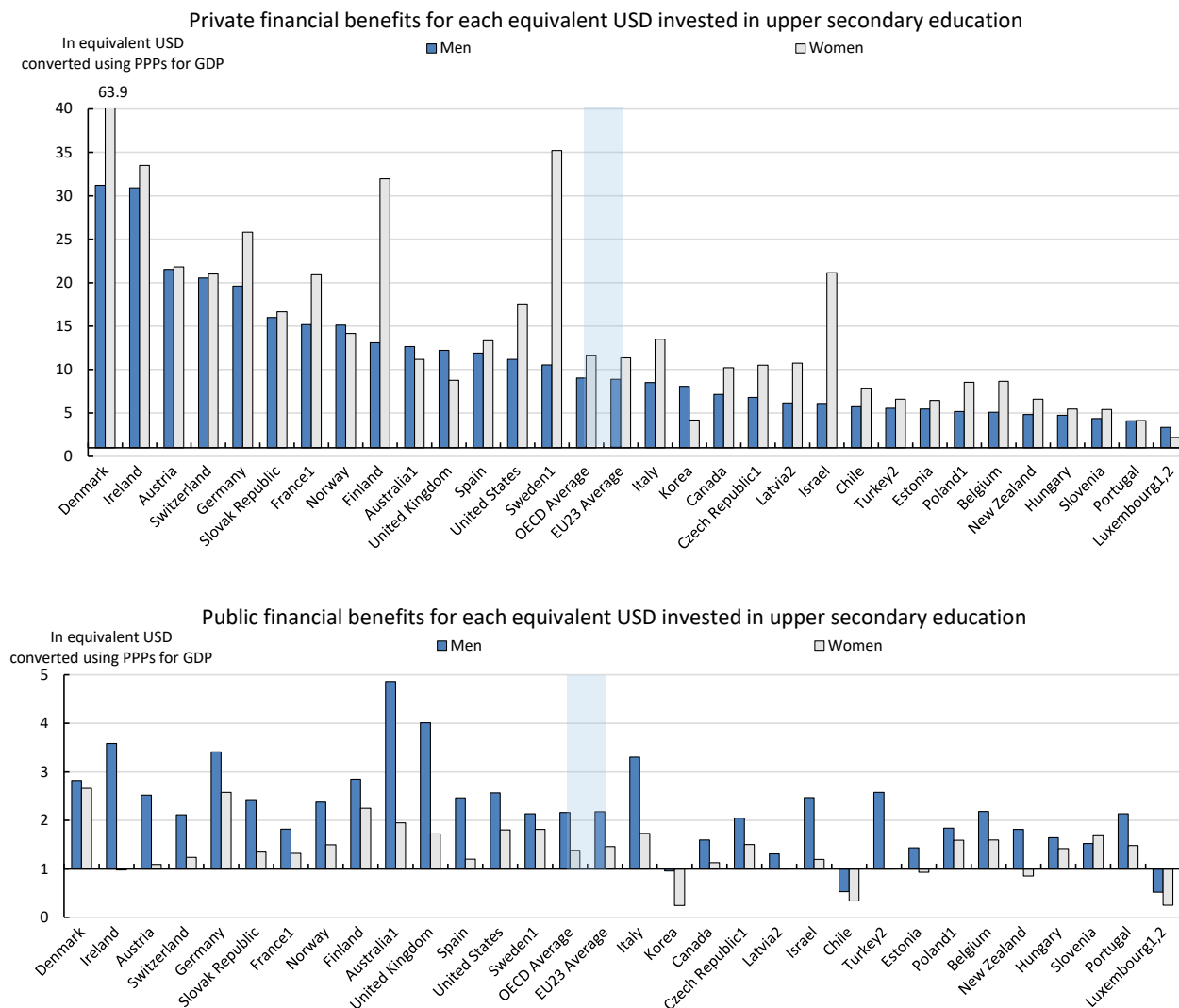
**Source :** OCDE (2020), tableaux A5.2 et A5.3. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162660>

Dans les pays de l'OCDE, le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'établit en moyenne à 25 % chez les hommes et à 32 % chez les femmes. Ce taux varie toutefois sensiblement entre les pays, en particulier chez les femmes. Le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne représente pas plus de 7 % au Luxembourg, mais passe la barre des 70 % au Danemark et en Irlande (voir les Tableau A5.1 et Tableau A5.2).

### Graphique A5.3. Bénéfice total pour chaque équivalent USD investi dans le deuxième cycle du secondaire, selon le sexe (2017)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



**Remarque :** Le bénéfice financier privé est net d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales. Le bénéfice financier pour chaque équivalent USD investi dans l'éducation est fonction du coût total de l'éducation. Le lecteur est invité à combiner les données des graphiques A5.2 et A5.3 pour interpréter les résultats correctement. Par exemple, au Danemark, le bénéfice privé total tiré d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire est identique chez les individus de sexe masculin et féminin (268 400 USD et 262 000 USD). En revanche, le coût privé total associé à cette formation est deux fois plus élevé chez les individus de sexe masculin que pour les individus de sexe féminin (8 600 USD par comparaison avec 4 100 USD). (voir le graphique A5.2 et les tableaux A5.2 et A5.3).

1. L'année de référence n'est pas 2017. Consulter les tableaux source pour de plus amples informations.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre décroissant du coût privé total pour chaque équivalent USD investi dans le deuxième cycle du secondaire, chez les individus de sexe masculin.

**Source :** OCDE (2020), tableaux A5.2 et A5.3, A5.5. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162679>

Quant au ratio coûts-bénéfices, un dollar (dollar des États-Unis, USD) investi dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire rapporte pendant toute la vie active, en moyenne et par diplômé, 9 USD chez les hommes et 11.6 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE. Le rendement privé par dollar investi est le moins élevé par diplômé au Luxembourg (3.3 USD chez les hommes et 2.2 USD chez les femmes) et le plus élevé au Danemark (31.2 USD chez les hommes et 63.9 USD chez les femmes). Au Luxembourg, les femmes pâtissent du fait que le coût total de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire à leur charge est le plus élevé des pays de l'OCDE, alors que leur bénéfice total est le cinquième le moins élevé. Les femmes sont en revanche mieux loties au Danemark, où le coût total de l'obtention d'un diplôme de ce niveau d'enseignement à leur charge est le moins élevé et où leur bénéfice total est le deuxième le plus élevé (voir le Graphique A5.3).

Dans la plupart des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, un dollar investi dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire rapporte plus aux femmes qu'aux hommes, mais le rendement privé net des femmes est inférieur. Cela s'explique par le fait que par comparaison avec la différence de bénéfice total, le coût total est nettement moins élevé chez les femmes que chez les hommes. En Suède par exemple, le bénéfice total de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire des femmes représente 85 % environ de celui des hommes, mais le coût total à leur charge représente un quart seulement de celui des hommes. Un dollar investi dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire rapporte toutefois plus aux hommes qu'aux femmes en Australie, en Corée, au Luxembourg, en Norvège et au Royaume-Uni (voir le Graphique A5.2 et le Graphique A5.3).

### *Incitations financières publiques*

Les pouvoirs publics investissent massivement dans l'éducation, en particulier dans l'enseignement non tertiaire (voir l'indicateur C3). D'un point de vue budgétaire, il est important de déterminer s'ils récupéreront les montants engagés, en particulier en temps d'austérité. L'élévation du niveau de formation tend à se traduire par une augmentation des revenus (voir l'indicateur A4) et, donc, par une augmentation des recettes fiscales (impôts sur le revenu et des cotisations sociales). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, par diplômé, à environ 44 600 USD chez les hommes et à environ 13 700 USD chez les femmes. Le taux public de rendement interne de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, par diplômé, à 6 % chez les hommes et à 3 % chez les femmes (voir le Tableau A5.4 et le tableau A5.5 disponible en ligne).

Le rendement public net est évalué sur la base de la différence entre les coûts et bénéfices associés à l'élévation du niveau de formation. Dans cette analyse, les coûts comprennent les dépenses publiques directes d'éducation et le manque à gagner fiscal. Les bénéfices sont calculés compte tenu des recettes fiscales et des cotisations sociales (voir la section « Définitions »).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût public de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, au total et par diplômé, à 38 400 USD chez les hommes et à 35 900 USD chez les femmes. Pour les pouvoirs publics, les coûts directs (y compris les bourses d'études) représentent la plus grande partie du coût total du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, même si les prêts d'études ne sont pas pris en considération dans cet indicateur. En moyenne, les coûts directs représentent de l'ordre de 90 % du coût public total du deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans les pays de l'OCDE, tant chez les hommes que chez les femmes. Comme les coûts directs sont équivalents entre les hommes et les femmes, le coût public total est assez similaire entre les sexes. Les pays où les coûts directs sont élevés sont aussi ceux où le coût public total est le plus élevé. C'est au Luxembourg que les coûts directs (80 200 USD) et le coût public total pour les hommes (86 700 USD) et pour les femmes (85 900 USD) sont les plus élevés. Par contraste, c'est en Turquie que les coûts directs (11 900 USD) et le coût public total pour les hommes (13 000 USD) et pour les femmes (12 400 USD) sont les moins élevés de tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

Les pouvoirs publics compensent le coût direct des études et du manque à gagner fiscal associés à l'élévation du niveau de formation par l'augmentation des recettes fiscales résultant des impôts sur le revenu et des cotisations sociales plus élevés des travailleurs souvent mieux rémunérés puisque plus instruits. Le bénéfice public total de la réussite du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève, en moyenne et par diplômé, à 83 000 USD chez les hommes. Ce bénéfice public total se décompose en deux effets : l'effet des recettes fiscales (54 600 USD) et l'effet des cotisations sociales (28 400 USD). Chez les femmes, le bénéfice public total de la réussite du deuxième cycle de l'enseignement secondaire atteint 49 600 USD en moyenne, soit 29 100 USD d'impôts sur le revenu et 20 500 USD de cotisations sociales. Parmi les pays de l'OCDE, le bénéfice public total de la réussite du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est le plus élevé chez les hommes en Autriche et au Danemark, où il est supérieur à 150 000 USD, et en Allemagne et au Danemark chez les femmes, où il est supérieur à 100 000 USD (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

### Encadré A5.1. L'effet du taux d'actualisation sur le rendement financier net de l'éducation

Calculer le rendement financier, ou la valeur actuelle nette, de l'élévation du niveau de formation revient à analyser les coûts et bénéfices de l'investissement et, à cet effet, de convertir les flux futurs en flux actuels à l'aide d'un taux d'actualisation. Le taux d'actualisation permet de tenir compte de l'inflation et de convertir les montants futurs en montants actuels. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il influe fortement sur l'évaluation des investissements qui ont des effets à long terme, comme ceux dans l'éducation.

#### Tableau A5.a. Rendement financier net de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, selon le taux d'actualisation (2017)

Par comparaison avec les hommes diplômés au plus du premier cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Taux d'actualisation		
	2 %	3.75 %	8 %
<b>OCDE Pays</b>			
Australie <sup>1</sup>	252 900	174 300	82 300
Autriche	297 400	195 900	83 200
Belgique <sup>2</sup>	169 000	101 600	28 700
Canada	173 400	109 700	38 400
Chili	102 100	59 500	15 300
République tchèque <sup>2,3</sup>	200 100	128 400	47 200
Danemark	259 800	177 800	82 000
Estonie	132 300	87 800	36 500
Finlande <sup>2</sup>	177 700	126 300	63 100
France <sup>1,2</sup>	157 300	106 300	47 000
Allemagne	214 100	145 700	67 000
Hongrie <sup>2</sup>	98 500	59 000	16 000
Irlande <sup>2</sup>	296 200	208 200	102 800
Israël <sup>2</sup>	169 600	103 600	33 800
Italie <sup>1</sup>	170 100	97 900	26 900
Corée	190 600	117 200	38 700
Lettonie <sup>4</sup>	66 100	44 400	19 200
Luxembourg <sup>1,2,4</sup>	77 700	45 900	9 800
Nouvelle-Zélande	147 900	88 800	25 700
Norvège	293 700	198 200	87 100
Pologne <sup>1,2</sup>	158 600	100 600	34 100
Portugal <sup>2</sup>	96 500	50 500	5 200
République slovaque <sup>2</sup>	209 700	140 700	60 900
Slovénie <sup>2</sup>	96 400	64 600	25 600
Espagne	131 700	76 800	21 300
Suède <sup>1</sup>	247 900	168 900	75 600
Suisse	428 000	295 500	145 300
Turquie <sup>2,4</sup>	59 000	31 900	4 600
Royaume-Uni	242 100	154 100	57 500
États-Unis	268 900	175 500	72 500
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>186 100</b>	<b>121 200</b>	<b>48 400</b>
<b>Moyenne UE23</b>	<b>174 900</b>	<b>114 100</b>	<b>45 500</b>

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire et ceux diplômés au plus du premier cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

1. Année de référence : 2016.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2015.

4. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

**Source :** OCDE (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162736>



Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE. On aurait toutefois pu choisir un taux d'actualisation plus élevé au motif qu'investir dans l'éducation n'est pas sans risque. Les pays de l'OCDE qui se livrent à des analyses similaires de coûts et de bénéfices ont choisi un taux d'actualisation supérieur à 2 %, mais le taux utilisé varie entre eux (OCDE, 2018<sup>[3]</sup>).

Afin d'évaluer l'importance de l'impact du taux d'actualisation, il est utile d'effectuer une analyse de sensibilité. Le Tableau A5.a. indique la variation du rendement privé que procure aux hommes l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire tertiaire en fonction de trois taux d'actualisation différents. Passer d'un taux d'actualisation de 2 % à un taux de 3.75 % réduit la valeur actuelle nette de 29 % au moins dans tous les pays dont les données sont disponibles. Si un taux d'actualisation de 8 % est utilisé, la valeur actuelle nette chute de plus de 50 % dans tous les pays. Ces comparaisons montrent à quel point la valeur actuelle nette est sensible à la variation du taux d'actualisation.

En valeur relative, un dollar investi dans les études d'un diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire rapporte nettement moins aux pouvoirs publics qu'aux diplômés, car le coût total des études à charge des pouvoirs publics est plus élevé que celui à charge des diplômés. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'investissement public dans l'obtention d'un diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire rapporte aux pouvoirs publics, par diplômé et par dollar investi, 2.2 USD chez les hommes et 1.4 USD chez les femmes. Le bénéfice public de l'investissement dans les études des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est inférieur au coût public de cet investissement au Chili, en Corée et au Luxembourg, chez les hommes et les femmes. Le ratio coût-bénéfice public est inférieur à 1 chez les femmes, mais pas chez les hommes en Estonie, en Irlande et en Nouvelle-Zélande (voir le Graphique A5.3). Cette différence entre les sexes s'explique essentiellement par le fait que le coût public des études est équivalent entre les hommes et les femmes, mais que le bénéfice public est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (voir les Tableaux A5.3 et Tableau A5.4). Ce constat donne à penser que les gouvernements pourraient prendre des mesures en vue de favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail et d'accroître leur taux d'emploi.

### ***Incitations financières à investir dans l'obtention d'un diplôme tertiaire***

#### *Incitations financières personnelles*

Comme les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les diplômés de l'enseignement tertiaire bénéficient des retombées de leur investissement durant toute leur vie active. Dans les pays de l'OCDE, le rendement privé est en moyenne 1.5 fois plus élevé après une formation dans l'enseignement tertiaire qu'après une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, tant chez les hommes que chez les femmes. Le rendement privé d'un diplôme tertiaire est au moins cinq fois plus élevé que celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes et chez les femmes au Chili et au Luxembourg. Toutefois, le rendement privé d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est plus élevé que celui d'un diplôme tertiaire en Australie (chez les hommes), en Allemagne (chez les femmes), au Danemark (à la fois chez les hommes et les femmes), en Finlande (chez les femmes), en Norvège (chez les hommes), au Royaume-Uni (chez les hommes), en Suède (à la fois chez les hommes et les femmes) et en Suisse (chez les femmes) (voir le Graphique A5.1).

Chez les jeunes, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être diplômées de l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur A1), mais le rendement financier de leur diplôme est dans l'ensemble inférieur à celui des hommes. Dans les pays de l'OCDE, le rendement privé de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève, en moyenne et par diplômé, à 295 400 USD chez les hommes et à 225 400 USD chez les femmes. Le rendement financier des femmes est à peu de choses près moitié moindre que celui des hommes en Hongrie et en République tchèque. Les seuls pays où les femmes bénéficient d'un rendement privé plus élevé que les hommes sont l'Espagne, la Lettonie, la Suède et la Turquie. De plus, la différence de rendement net de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation tend à se creuser entre les hommes et les femmes aux niveaux d'enseignement supérieurs (voir le Graphique A5.1).

Dans les pays de l'OCDE, le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'établit en moyenne à 16 % chez les hommes et à 19 % chez les femmes. Le taux de rendement interne moins élevé de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme qui s'observe entre l'enseignement tertiaire et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'explique par le fait que le coût total des études est plus élevé dans l'enseignement tertiaire (voir le Tableau A5.1 et le Tableau A5.2 et les tableaux A5.5 et A5.6 disponibles en ligne).

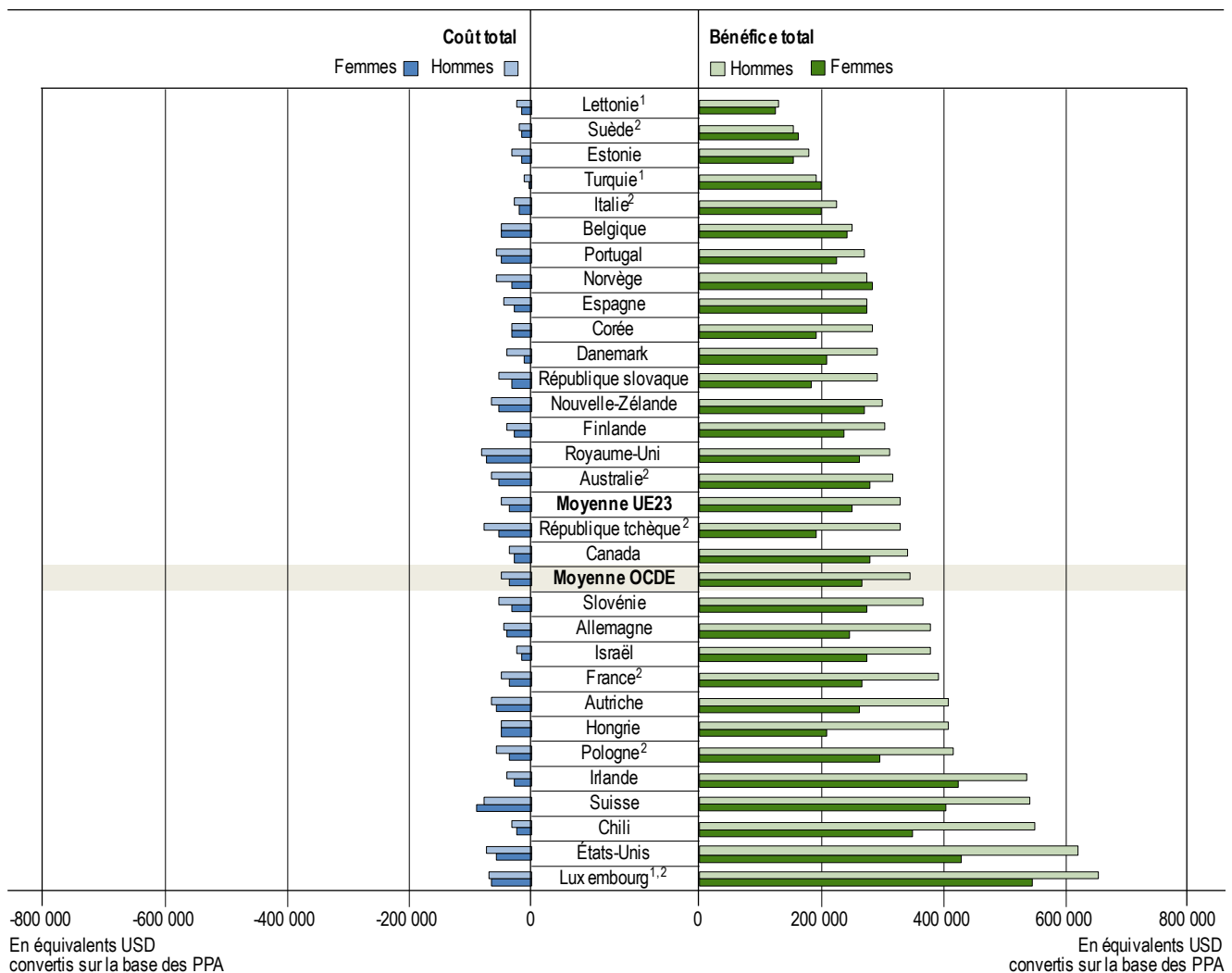
Dans les pays de l'OCDE, le coût direct des études tertiaires s'élève en moyenne à 9 100 USD chez les hommes et chez les femmes, soit plus du triple du coût direct des études dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les coûts directs sont particulièrement élevés aux États-Unis et au Royaume-Uni : les frais de scolarité et de subsistance associés à l'enseignement tertiaire y représentent plus de 30 000 USD et sont supérieurs au manque à gagner, mais l'avantage salarial



de ce niveau de formation compense toutefois son coût dans ces deux pays. Dans la plupart des pays de l'OCDE, le manque à gagner est plus important que le coût total de l'enseignement tertiaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le manque à gagner associé à l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève, au total et par diplômé, à 38 900 USD chez les hommes et à 28 500 USD chez les femmes (voir les tableaux A5.1 et A5.2 en annexe et les tableaux A5.5 et A5.6 disponibles en ligne). Le coût total des études, c'est-à-dire une fois les coûts directs combinés au manque à gagner, est le moins élevé chez les hommes (12 400 USD) et chez les femmes (5 800 USD) en Turquie et le plus élevé chez les femmes (87 100 USD) en Suisse et chez les hommes (79 300 USD) au Royaume-Uni, parmi tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles (voir le Graphique A5.4).

#### Graphique A5.4. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du tertiaire chez les individus de sexe masculin ou de sexe féminin (2017)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2017. Consulter les tableaux source pour de plus amples informations.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre croissant des bénéfices privés totaux chez les individus de sexe masculin.

Source : OCDE (2020), tableaux A5.6 et A5.7, disponibles en ligne. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934162698>

L'élévation du niveau de formation entraîne l'augmentation de l'avantage salarial brut durant toute la vie active. Dans les pays de l'OCDE, l'avantage salarial brut des diplômés de l'enseignement tertiaire par rapport à ceux qui sont au plus diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève en moyenne à 543 300 USD chez les hommes et à 388 200 USD chez les femmes. La fiscalité et le régime de sécurité sociale influent aussi sur le bénéfice associé à un diplôme tertiaire. Les impôts sur le revenu et les cotisations sociales amputent le moins le bénéfice brut (moins d'un cinquième du bénéfice brut) au Chili et en Corée, mais l'amputent de plus la moitié en Belgique et en Italie (uniquement chez les hommes) (voir les tableaux A5.5 et A5.6 disponibles en ligne). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le bénéfice, déduction faite des impôts sur le revenu et des cotisations sociales, de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève, au total et par diplômé, à 343 400 USD chez les hommes et à 263 000 USD chez les femmes. La Norvège, la Suède et la Turquie sont les seuls pays de l'OCDE où le bénéfice total d'un diplôme tertiaire est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir le Graphique A5.4).

Dans deux tiers des pays de l'OCDE, le rendement privé par dollar (dollar des États-Unis, USD) investi dans l'obtention d'un diplôme tertiaire varie de moins de 2 USD entre les hommes et les femmes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un dollar investi dans l'obtention d'un diplôme tertiaire rapporte à peu de choses près autant aux hommes qu'aux femmes (de l'ordre de 7 USD), mais le rendement privé net de l'obtention d'un diplôme tertiaire est moins élevé chez les femmes que chez les hommes. Cette différence s'explique par le fait qu'en moyenne, le coût et le bénéfice totaux des femmes représentent environ 77 % de ceux des hommes (voir le Graphique A5.1, le Graphique A5.4 et le Graphique A5.5).

#### *Incitations financières publiques*

L'élévation du niveau de formation procure également un rendement public plus élevé. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût public de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève, au total et par diplômé, à 137 700 USD chez les hommes et à 67 900 USD chez les femmes. Pour les pouvoirs publics, le taux de rendement interne de l'investissement dans les études tertiaires s'élève, par diplômé, à 8 % chez les hommes et à 6 % chez les femmes (voir les tableaux A5.7 et A5.8 disponibles en ligne).

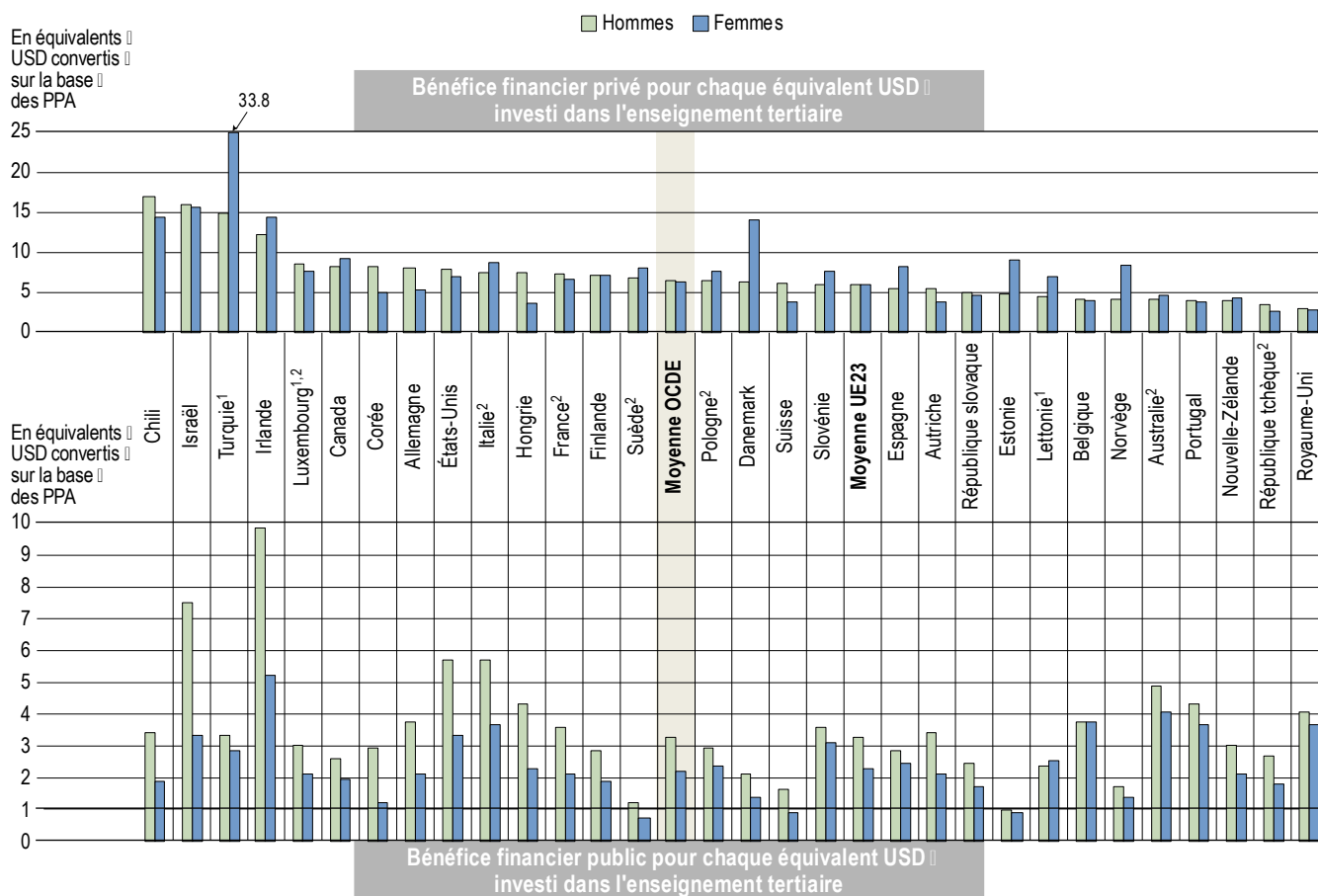
Dans les pays de l'OCDE, le coût public de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève, au total et par diplômé, à 62 200 USD chez les hommes et à 57 300 USD chez les femmes. Comme dans le cas du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les coûts directs (y compris les bourses d'études) représentent la plus grande partie du coût public total de l'enseignement tertiaire, même si les prêts d'études ne sont pas pris en considération dans cet indicateur. Ce constat vaut particulièrement pour des pays comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, où les étudiants s'acquittent de frais de scolarité minimes, voire nuls, et où ils bénéficient d'aides publiques généreuses s'ils font des études supérieures (voir l'indicateur C5). Les pays où les coûts directs sont élevés (plus de 80 000 USD et jusqu'à 175 600 USD chez les hommes et les femmes), comme le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et la Suisse, sont aussi ceux où le coût public total est élevé. Par contraste, c'est au Chili que le coût public total est le moins élevé (de l'ordre de 16 000 USD) de tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles (voir les tableaux A5.7 et A5.8 disponibles en ligne).

En moyenne, le bénéfice public total de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève à 199 900 USD par diplômé chez les hommes et se décompose comme suit : l'effet des recettes fiscales (144 300 USD) et l'effet des cotisations sociales (55 600 USD). Le bénéfice public total de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève en moyenne à 125 200 USD par diplômé chez les femmes et se décompose comme suit : l'effet des recettes fiscales (83 900 USD) et l'effet des cotisations sociales (41 300 USD). Parmi les pays de l'OCDE, c'est en Irlande et au Luxembourg que le bénéfice public total de l'obtention d'un diplôme tertiaire est le plus élevé chez les hommes (plus de 400 000 USD) et en Belgique et au Luxembourg qu'il est le plus élevé chez les femmes (plus de 240 000 USD) (voir les tableaux A5.7 et A5.8 disponibles en ligne).

En valeur relative, le bénéfice public est nettement moins élevé que le bénéfice privé par dollar investi dans l'obtention d'un diplôme tertiaire, car le coût public de l'obtention d'un diplôme de ce niveau d'enseignement est plus élevé que le coût privé. Dans les pays de l'OCDE, un dollar investi par les pouvoirs publics dans l'obtention d'un diplôme tertiaire procure, en moyenne et par diplômé, un bénéfice public de 3.2 USD chez les hommes et de 2.2 USD chez les femmes. Le bénéfice public total est inférieur au coût public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme tertiaire en Estonie, en Suède (uniquement chez les femmes) et en Suisse (uniquement chez les femmes). Dans tous les pays, sauf en Belgique et en Lettonie, un dollar investi dans l'obtention d'un diplôme tertiaire rapporte plus aux pouvoirs publics si les diplômés sont des hommes plutôt que des femmes (voir le Graphique A5.5). Cette différence entre les sexes s'explique par le fait que le bénéfice public est plus élevé chez les premiers que chez les secondes (voir les tableaux A5.7 et A5.8 disponibles en ligne). Ce constat donne à penser, comme au sujet du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, que les gouvernements pourraient prendre des mesures en vue de favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail et d'accroître leur taux d'emploi.

## Graphique A5.5. Bénéfice total pour chaque équivalent USD investi dans le tertiaire, selon le sexe (2017)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



**Remarque :** Le bénéfice financier privé est net d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales. Le bénéfice financier pour chaque équivalent USD investi dans l'enseignement tertiaire est fonction du coût total de l'éducation. Le lecteur est invité à combiner les données des graphiques A5.4 et graphique A5.5 pour interpréter les résultats correctement. Par exemple, au Espagne, le bénéfice privé total tiré d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est identique chez les individus de sexe masculin et féminin (273 400 USD et 271 900 USD). En revanche, le coût privé total associé à cette formation est environ 1.5 fois plus élevé chez les individus de sexe masculin que pour les individus de sexe féminin (43 500 USD par comparaison avec 30 400 USD). (voir le graphique A5.4 et les tableaux A5.6 et A5.7, disponibles en ligne).

1. L'année de référence n'est pas 2017. Consulter les tableaux source pour de plus amples informations.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre décroissant du coût privé total pour chaque équivalent USD investi dans l'enseignement tertiaire, chez les individus de sexe masculin.

**Source :** OCDE (2020), tableaux A5.6, A5.7, A5.8 et A5.9, disponibles en ligne. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934162717>

## Incitations financières selon le niveau de l'enseignement tertiaire

Le rendement de l'enseignement tertiaire peut être analysé par rapport à deux catégories, à savoir d'une part, l'enseignement tertiaire de cycle court et d'autre part, la licence, le master et le doctorat, ou formation équivalente. La composition de l'effectif diplômé de chaque niveau de l'enseignement tertiaire varie entre les pays (voir l'indicateur 1), et la répartition des diplômés entre les niveaux d'enseignement peut grandement influencer le rendement financier global de l'enseignement tertiaire.

Dans tous les pays dont les données sont disponibles, une licence, un master ou un doctorat procure un rendement privé et public net plus élevé qu'une formation de cycle court. Le coût total d'une licence, d'un master ou d'un doctorat tend à être supérieur à celui associé à l'enseignement tertiaire de cycle court, mais le bénéfice privé pendant la vie active compense le coût privé plus élevé (voir les tableaux A5.9 et A5.10 disponibles en ligne). En conséquence, le rendement privé tous niveaux

de l'enseignement tertiaire confondus sous-estime l'investissement en licence, en master et en doctorat, en particulier dans les pays où l'effectif au plus diplômé de l'enseignement tertiaire de cycle court est plus élevé (voir l'indicateur A1).

## Définitions

Le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 15 à 64 ans.

Le **ratio coût-bénéfice** est le rapport entre le coût total et le bénéfice total, soit le rendement de l'élévation du niveau de formation par dollar (dollar des États-Unis, USD) investi dans les études.

Les **coûts directs** correspondent aux dépenses directes d'éducation par élève ou étudiant durant la durée des études. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

- Les **coûts directs privés** correspondent aux dépenses totales des ménages au titre de l'éducation. Ils comprennent les montants nets que les ménages versent aux établissements d'enseignement, ainsi que les sommes qu'ils consacrent à l'achat de biens et services d'éducation en dehors des établissements (fournitures scolaires, tutorat, etc.).
- Les **coûts directs publics** correspondent aux dépenses publiques unitaires au titre de l'éducation. Ils comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement, les bourses et autres prestations versées aux élèves/étudiants et aux ménages ainsi que les transferts publics à d'autres entités privées au titre de l'éducation. Ils ne comprennent pas les prêts d'études.

Le **manque à gagner privé** correspond aux revenus que les diplômés auraient pu percevoir s'ils avaient travaillé au lieu de poursuivre leurs études, déduction faite des revenus nets qu'ils ont perçus pendant leurs études.

Le **manque à gagner fiscal** correspond aux recettes fiscales supplémentaires que les pouvoirs publics auraient perçues si les diplômés avaient travaillé au lieu de poursuivre leurs études.

Les **avantages salariaux bruts** correspondent à la somme actualisée des avantages salariaux privés obtenus pendant la vie active grâce à l'élévation du niveau de formation.

L'**effet de l'impôt sur le revenu** correspond à la somme actualisée du supplément d'impôt sur le revenu dû par les diplômés durant leur vie active du fait de l'élévation de leur niveau de formation.

Le **taux de rendement interne** est le taux d'intérêt (hypothétique) calculé sur la base des coûts et bénéfices de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation. C'est un indicateur du taux d'intérêt associé à l'investissement dans l'élévation du niveau de formation pendant la vie active des diplômés.

**Niveaux de formation** : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport.

Le **rendement financier net** est la valeur actuelle nette de l'investissement financier dans l'éducation. Le rendement financier net correspond à la différence entre les coûts et bénéfices financiers actualisés de l'investissement dans l'éducation, soit la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 2 % ajouté à ces flux de trésorerie.

## Méthodologie

Cet indicateur estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation entre l'âge de 15 ans et un âge théorique de départ à la retraite (64 ans). L'âge effectif du départ à la retraite est légèrement plus élevé que l'âge théorique (64 ans) dans certains pays de l'OCDE (OCDE, 2020<sup>[4]</sup>). Le rendement de l'éducation est étudié sous l'angle d'un investissement financier.

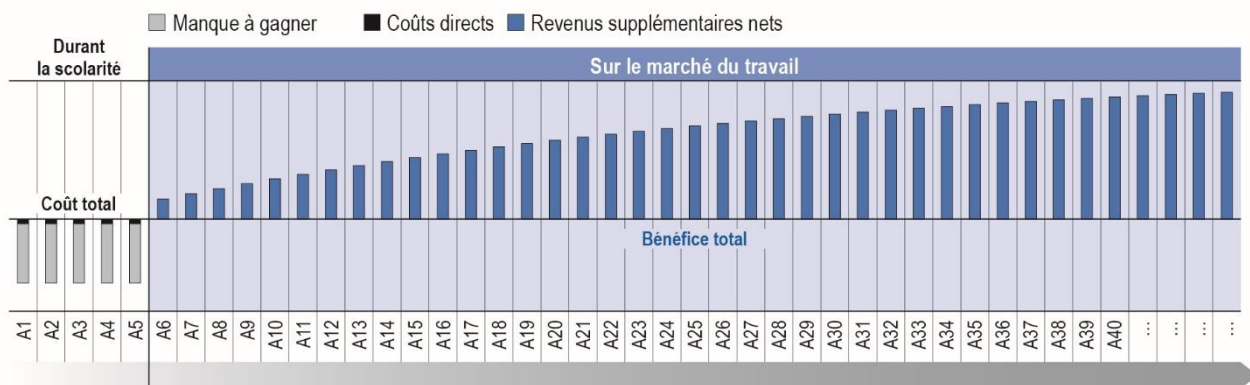
Deux périodes sont examinées (voir le diagramme 1) :

- La durée des études, c'est-à-dire la période durant laquelle les futurs diplômés et les pouvoirs publics paient le coût de l'éducation ;
- La durée de la vie active après les études, c'est-à-dire la période pendant laquelle les diplômés et les pouvoirs publics bénéficient des retombées financières de l'élévation du niveau de formation.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Elle consiste à exprimer les flux financiers qui interviennent à différents moments sous la forme d'une valeur actuelle nette pour que les coûts et bénéfices soient directement comparables. Dans ce cadre, les coûts et avantages enregistrés durant

toute la carrière sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt fixe (le taux d'actualisation).

**Diagramme 1. Rendement financier de l'investissement dans l'éducation tout au long de la vie pour un individu type**



Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement (voir l'Encadré A5.1). Pour permettre les comparaisons et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation (2 %) a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE. Tous les montants présentés dans les tableaux de cet indicateur sont des valeurs actuelles nettes, converties en équivalents USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA).

## Source

Les coûts directs de l'éducation proviennent de l'exercice UOE de collecte de données financières et se rapportent à l'année 2017 (sauf mention contraire dans les tableaux).

Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO de l'OCDE (*Network on Labour Market and Social Outcomes*, réseau chargé d'élaborer les données relatives aux retombées de l'éducation sur l'économie, le marché du travail et la société), qui compile les données des enquêtes nationales sur la population active, des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (SILC) de l'Union européenne ainsi que d'autres banques de données et enquêtes nationales. La rémunération est ventilée par âge, sexe et niveau de formation. Les rémunérations sont agrégées pendant trois années différentes (de 2015 à 2017).

Les calculs relatifs à l'impôt sur le revenu ont été effectués sur la base du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, qui détermine l'impôt dû par niveau de revenu. Ce modèle permet de calculer le niveau de la fiscalité sur le travail dans plusieurs scénarios, selon la composition des ménages. Le scénario retenu dans cet indicateur est celui d'un travailleur célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif à l'impôt sur le revenu dans *Les impôts sur les salaires 2018* (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>).

Les cotisations sociales des salariés sont calculées à l'aide du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, le scénario retenu étant celui d'un travailleur âgé de 40 ans, célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif aux cotisations sociales dans *Les impôts sur les salaires 2018* (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>).

## Références

- Brys, B. et C. Torres (2013), « Calcul des taux effectifs de l'impôt sur le revenu des personnes physiques applicables aux investissements marginaux dans les compétences dans les pays de l'OCDE : Nouvelle méthodologie », *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, n° 16, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5k425747xbr6-en>.

[2]

- OCDE (2020), *Panorama des pensions 2019 : Les indicateurs de l'OCDE et du G20*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b88511bc-fr>. [4]
- OCDE (2018), *Les impôts sur les salaires 2018*, Éditions OCDE, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/tax\\_wages-2018-fr](https://dx.doi.org/10.1787/tax_wages-2018-fr). [5]
- OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-fr>. [3]
- OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr>. [1]

## Tableaux de l'indicateur A5

<b>Tableau A5.1</b>	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin (2017)
<b>Tableau A5.2</b>	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin (2017)
<b>Tableau A5.3</b>	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin (2017)
<b>Tableau A5.4</b>	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin (2017)
<b>WEB Tableau A5.5</b>	<i>Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les individus de sexe masculin (2017)</i>
<b>WEB Tableau A5.6</b>	<i>Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les individus de sexe féminin (2017)</i>
<b>WEB Tableau A5.7</b>	<i>Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les individus de sexe masculin (2017)</i>
<b>WEB Tableau A5.8</b>	<i>Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les individus de sexe féminin (2017)</i>
<b>WEB Tableau A5.9</b>	<i>Coûts et bénéfices publics/privés de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau d'enseignement (2017)</i>
<b>WEB Tableau A5.10</b>	<i>Coûts et bénéfices publics/privés de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau d'enseignement (2017)</i>

Date butoir pour les données : 19 juillet 2020. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink : <https://doi.org/10.1787/888934162546>

**Tableau A5.1. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin (2017)**

Par comparaison avec les hommes diplômés au plus du premier cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs (1)	Manque à gagner (2)	Coût total (3) = (1) + (2)	Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)			Bénéfice total (7) = (4) + (5) + (6)	Rendement financier net (8) = (7) + (3)	Taux de rendement interne (9)	Rapport bénéfice/coût (10) = (7)/(3)
					Avantage salarial brut (4)	Effet de l'impôt sur le revenu (5)	Effet des cotisations sociales (6)				
	Australie <sup>1</sup>	- 4 300	- 17 400	- 21 700	365 500	- 90 900	0	274 600	252 900	38%	12.7
	Autriche	0	- 14 500	- 14 500	478 800	- 78 800	- 88 100	311 900	297 400	36%	21.5
	Belgique <sup>2</sup>	- 1 400	- 40 100	- 41 500	359 700	- 93 800	- 55 400	210 500	169 000	13%	5.1
	Canada	- 1 400	- 26 900	- 28 300	271 000	- 49 000	- 20 300	201 700	173 400	17%	7.1
	Chili	- 2 700	- 18 900	- 21 600	133 000	0	- 9 300	123 700	102 100	13%	5.7
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque <sup>2,3</sup>	- 2 500	- 32 000	- 34 500	313 500	- 44 400	- 34 500	234 600	200 100	18%	6.8
	Danemark	0	- 8 600	- 8 600	431 800	- 163 400	0	268 400	259 800	51%	31.2
	Estonie	0	- 29 600	- 29 600	200 400	- 35 300	- 3 200	161 900	132 300	20%	5.5
	Finlande <sup>2</sup>	0	- 14 700	- 14 700	269 600	- 52 000	- 25 200	192 400	177 700	41%	13.1
	France <sup>1,2</sup>	- 2 900	- 8 200	- 11 100	242 300	- 39 300	- 34 600	168 400	157 300	32%	15.2
	Allemagne	- 6 600	- 4 900	- 11 500	369 400	- 67 100	- 76 700	225 600	214 100	42%	19.6
	Grèce <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie <sup>2</sup>	- 5 500	- 20 900	- 26 400	187 900	- 28 200	- 34 800	124 900	98 500	13%	4.7
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande <sup>2</sup>	0	- 9 900	- 9 900	413 600	- 90 800	- 16 700	306 100	296 200	68%	30.9
	Israël <sup>2</sup>	- 4 500	- 28 700	- 33 200	259 600	- 32 300	- 24 500	202 800	169 600	16%	6.1
	Italie <sup>1</sup>	- 6 400	- 16 300	- 22 700	315 000	- 92 300	- 29 900	192 800	170 100	15%	8.5
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	- 8 100	- 18 900	- 27 000	250 500	- 11 800	- 21 100	217 600	190 600	17%	8.1
	Lettonie <sup>4</sup>	- 1 700	- 11 100	- 12 800	111 500	- 20 900	- 11 700	78 900	66 100	23%	6.2
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg <sup>1,2,4</sup>	- 1 600	- 31 500	- 33 100	156 000	- 25 200	- 20 000	110 800	77 700	11%	3.3
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	- 6 300	- 32 300	- 38 600	245 900	- 59 400	0	186 500	147 900	14%	4.8
	Norvège	0	- 20 800	- 20 800	450 100	- 98 700	- 36 900	314 500	293 700	32%	15.1
	Pologne <sup>1,2</sup>	- 3 600	- 34 500	- 38 100	263 600	- 19 900	- 47 000	196 700	158 600	15%	5.2
	Portugal <sup>2</sup>	- 4 500	- 26 700	- 31 200	197 500	- 48 100	- 21 700	127 700	96 500	9%	4.1
	République slovaque <sup>2</sup>	- 2 200	- 11 800	- 14 000	297 900	- 33 700	- 40 500	223 700	209 700	31%	16.0
	Slovenie <sup>2</sup>	0	- 28 600	- 28 600	193 300	- 25 600	- 42 700	125 000	96 400	17%	4.4
	Espagne	- 2 400	- 9 700	- 12 100	193 100	- 37 000	- 12 300	143 800	131 700	15%	11.9
	Suède <sup>1</sup>	0	- 26 000	- 26 000	368 100	- 68 400	- 25 800	273 900	247 900	29%	10.5
	Suisse	- 500	- 21 400	- 21 900	553 100	- 68 800	- 34 400	449 900	428 000	54%	20.5
	Turquie <sup>2,4</sup>	- 3 400	- 9 600	- 13 000	107 300	- 19 200	- 16 100	72 000	59 000	10%	5.5
	Royaume-Uni	- 4 200	- 17 400	- 21 600	359 200	- 58 300	- 37 200	263 700	242 100	21%	12.2
	États-Unis	- 4 200	- 22 200	- 26 400	411 100	- 84 300	- 31 500	295 300	268 900	27%	11.2
	Moyenne OCDE	- 2 700	- 20 500	- 23 200	292 300	- 54 600	- 28 400	209 300	186 100	25%	9.0
	Moyenne UE23	- 2 300	- 19 900	- 22 200	286 100	- 56 100	- 32 900	197 100	174 900	26%	8.9

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire et ceux diplômés au plus du premier cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

En raison de changements méthodologiques, les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2016.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2015.

4. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

**Source :** OCDE (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



**Tableau A5.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin (2017)**

Par comparaison avec les femmes diplômées au plus du premier cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays				Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)			Bénéfice total (7) = (4) + (5) + (6)	Rendement financier net (8) = (7) + (3)	Taux de rendement interne (9)	Rapport bénéfice/coût (10) = (7)/(3)
		Coûts directs (1)	Manque à gagner (2)	Coût total (3) = (1) + (2)	Avantage salarial brut (4)	Effet de l'impôt sur le revenu (5)	Effet des cotisations sociales (6)				
	Australie <sup>1</sup>	- 4 300	- 12 800	- 17 100	225 100	- 34 100	0	191 000	173 900	43%	11.2
	Autriche	0	- 9 700	- 9 700	284 500	- 21 100	- 51 900	211 500	201 800	40%	21.8
	Belgique <sup>2</sup>	- 1 400	- 21 200	- 22 600	290 200	- 54 300	- 40 200	195 700	173 100	18%	8.7
	Canada	- 1 400	- 15 300	- 16 700	214 200	- 28 200	- 15 200	170 800	154 100	22%	10.2
	Chili	- 2 700	- 6 800	- 9 500	79 600	0	- 5 600	74 000	64 500	17%	7.8
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque <sup>2,3</sup>	- 2 500	- 12 700	- 15 200	208 200	- 25 700	- 22 900	159 600	144 400	24%	10.5
	Danemark	0	- 4 100	- 4 100	405 100	- 143 100	0	262 000	257 900	71%	63.9
	Estonie	0	- 15 600	- 15 600	122 400	- 19 900	- 2 000	100 500	84 900	23%	6.4
	Finlande <sup>2</sup>	0	- 6 600	- 6 600	269 000	- 33 000	- 25 100	210 900	204 300	63%	32.0
	France <sup>1,2</sup>	- 2 900	- 5 500	- 8 400	228 400	- 20 000	- 32 700	175 700	167 300	34%	20.9
	Allemagne	- 6 600	- 1 700	- 8 300	319 600	- 38 800	- 66 600	214 200	205 900	49%	25.8
	Grèce <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie <sup>2</sup>	- 5 500	- 11 900	- 17 400	143 000	- 21 500	- 26 500	95 000	77 600	14%	5.5
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande <sup>2</sup>	0	- 6 300	- 6 300	240 500	- 20 200	- 9 200	211 100	204 800	80%	33.5
	Israël <sup>2</sup>	- 4 500	- 6 400	- 10 900	256 700	- 12 100	- 14 200	230 400	219 500	38%	21.1
	Italie <sup>1</sup>	- 6 400	- 6 600	- 13 000	237 800	- 39 700	- 22 600	175 500	162 500	19%	13.5
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	- 8 100	- 10 200	- 18 300	84 800	- 1 100	- 7 100	76 600	58 300	17%	4.2
	Lettonie <sup>4</sup>	- 1 700	- 4 100	- 5 800	84 700	- 13 500	- 8 900	62 300	56 500	36%	10.7
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg <sup>1,2,4</sup>	- 1 600	- 33 500	- 35 100	98 500	- 9 200	- 12 500	76 800	41 700	7%	2.2
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	- 6 300	- 14 900	- 21 200	164 900	- 25 300	0	139 600	118 400	21%	6.6
	Norvège	0	- 16 400	- 16 400	315 400	- 57 500	- 25 900	232 000	215 600	29%	14.1
	Pologne <sup>1,2</sup>	- 3 600	- 12 900	- 16 500	187 000	- 13 100	- 33 300	140 600	124 100	21%	8.5
	Portugal <sup>2</sup>	- 4 500	- 22 200	- 26 700	152 900	- 26 100	- 16 800	110 000	83 300	10%	4.1
	République slovaque <sup>2</sup>	- 2 200	- 5 700	- 7 900	170 800	- 14 900	- 24 400	131 500	123 600	29%	16.6
	Slovénie <sup>2</sup>	0	- 26 400	- 26 400	216 100	- 25 400	- 47 800	142 900	116 500	16%	5.4
	Espagne	- 2 400	- 6 400	- 8 800	141 000	- 14 700	- 9 000	117 300	108 500	16%	13.3
	Suède <sup>1</sup>	0	- 6 700	- 6 700	307 100	- 49 700	- 21 500	235 900	229 200	67%	35.2
	Suisse	- 500	- 16 100	- 16 600	406 800	- 33 000	- 25 300	348 500	331 900	56%	21.0
	Turquie <sup>2,4</sup>	- 3 400	- 2 600	- 6 000	52 200	- 4 800	- 7 800	39 600	33 600	17%	6.6
	Royaume-Uni	- 4 200	- 15 500	- 19 700	212 700	- 23 400	- 16 400	172 900	153 200	19%	8.8
	États-Unis	- 4 200	- 9 100	- 13 300	308 000	- 50 900	- 23 600	233 500	220 200	36%	17.6
	Moyenne OCDE	- 2 700	- 11 500	- 14 200	214 200	- 29 100	- 20 500	164 600	150 400	32%	11.6
	Moyenne UE23	- 2 300	- 11 800	- 14 100	216 000	- 31 400	- 24 500	160 100	146 000	33%	11.4

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées du deuxième cycle du secondaire et celles diplômées au plus du premier cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

En raison de changements méthodologiques, les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2016.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2015.

4. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

**Source :** OCDE (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

**Tableau A5.3. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin (2017)**

Par comparaison avec les hommes diplômés au plus du premier cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

		Coûts directs	Manque à gagner	Coût total	Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)		Bénéfice total	Rendement financier net	Taux de rendement interne	Rapport bénéfice/coût
					Effet de l'impôt sur le revenu	Effet des cotisations sociales				
OCDE	Pays									
	Australie <sup>1</sup>	- 16 100	- 2 600	- 18 700	90 900	0	90 900	72 200	13%	4.9
	Autriche	- 63 700	- 2 500	- 66 200	78 800	88 100	166 900	100 700	7%	2.5
	Belgique <sup>2</sup>	- 56 400	- 12 000	- 68 400	93 800	55 400	149 200	80 800	6%	2.2
	Canada	- 36 400	- 7 000	- 43 400	49 000	20 300	69 300	25 900	4%	1.6
	Chili	- 16 100	- 1 400	- 17 500	0	9 300	9 300	- 8 200	0%	0.5
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque <sup>2,3</sup>	- 29 200	- 9 300	- 38 500	44 400	34 500	78 900	40 400	6%	2.0
	Danemark	- 51 800	- 6 100	- 57 900	163 400	0	163 400	105 500	8%	2.8
	Estonie	- 20 600	- 6 200	- 26 800	35 300	3 200	38 500	11 700	4%	1.4
	Finlande <sup>2</sup>	- 25 000	- 2 100	- 27 100	52 000	25 200	77 200	50 100	9%	2.8
	France <sup>1, 2</sup>	- 38 300	- 2 300	- 40 600	39 300	34 600	73 900	33 300	5%	1.8
	Allemagne	- 39 700	- 2 400	- 42 100	67 100	76 700	143 800	101 700	9%	3.4
	Grèce <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie <sup>2</sup>	- 27 800	- 10 500	- 38 300	28 200	34 800	63 000	24 700	5%	1.6
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande <sup>2</sup>	- 30 000	0	- 30 000	90 800	16 700	107 500	77 500	9%	3.6
	Israël <sup>2</sup>	- 21 800	- 1 200	- 23 000	32 300	24 500	56 800	33 800	6%	2.5
	Italie <sup>1</sup>	- 35 300	- 1 700	- 37 000	92 300	29 900	122 200	85 200	7%	3.3
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	- 32 600	- 1 700	- 34 300	11 800	21 100	32 900	- 1 400	2%	1.0
	Lettonie <sup>4</sup>	- 21 100	- 3 800	- 24 900	20 900	11 700	32 600	7 700	4%	1.3
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg <sup>1,2,4</sup>	- 80 200	- 6 500	- 86 700	25 200	20 000	45 200	- 41 500	-1%	0.5
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	- 27 600	- 5 100	- 32 700	59 400	0	59 400	26 700	5%	1.8
	Norvège	- 52 100	- 5 000	- 57 100	98 700	36 900	135 600	78 500	7%	2.4
	Pologne <sup>1,2</sup>	- 25 100	- 11 300	- 36 400	19 900	47 000	66 900	30 500	6%	1.8
	Portugal <sup>2</sup>	- 26 300	- 6 400	- 32 700	48 100	21 700	69 800	37 100	5%	2.1
	République slovaque <sup>2</sup>	- 28 100	- 2 500	- 30 600	33 700	40 500	74 200	43 600	7%	2.4
	Slovénie <sup>2</sup>	- 31 600	- 13 200	- 44 800	25 600	42 700	68 300	23 500	5%	1.5
	Espagne	- 19 300	- 700	- 20 000	37 000	12 300	49 300	29 300	6%	2.5
	Suède <sup>1</sup>	- 38 700	- 5 400	- 44 100	68 400	25 800	94 200	50 100	6%	2.1
	Suisse	- 45 200	- 3 600	- 48 800	68 800	34 400	103 200	54 400	6%	2.1
	Turquie <sup>2, 4</sup>	- 11 900	- 1 800	- 13 700	19 200	16 100	35 300	21 600	6%	2.6
	Royaume-Uni	- 22 800	- 1 000	- 23 800	58 300	37 200	95 500	71 700	9%	4.0
	États-Unis	- 39 700	- 5 400	- 45 100	84 300	31 500	115 800	70 700	7%	2.6
		Moyenne OCDE	- 33 700	- 4 700	- 38 400	54 600	28 400	83 000	44 600	6%
	Moyenne UE23	- 35 600	- 5 300	- 40 900	56 100	32 900	89 000	48 100	6%	2.2

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire et ceux diplômés au plus du premier cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

En raison de changements méthodologiques, les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2016.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2015.

4. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

**Source :** OCDE (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162603>

**Tableau A5.4. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin (2017)**

Par comparaison avec les femmes diplômées au plus du premier cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays				Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)					
		Coûts directs	Manque à gagner	Coût total	Effet de l'impôt sur le revenu	Effet des cotisations sociales	Bénéfice total	Rendement financier net	Taux de rendement interne	Rapport bénéfice/coût
		(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (6) + (3)	(8)	(9) = (6)/(3)
	Australie <sup>1</sup>	- 16 100	- 1 400	- 17 500	34 100	0	34 100	16 600	6%	1.9
	Autriche	- 63 700	- 3 100	- 66 800	21 100	51 900	73 000	6 200	2%	1.1
	Belgique <sup>2</sup>	- 56 400	- 2 900	- 59 300	54 300	40 200	94 500	35 200	4%	1.6
	Canada	- 36 400	- 2 000	- 38 400	28 200	15 200	43 400	5 000	3%	1.1
	Chili	- 16 100	- 500	- 16 600	0	5 600	5 600	- 11 000	-2%	0.3
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque <sup>2,3</sup>	- 29 200	- 3 200	- 32 400	25 700	22 900	48 600	16 200	4%	1.5
	Danemark	- 51 800	- 2 000	- 53 800	143 100	0	143 100	89 300	7%	2.7
	Estonie	- 20 600	- 2 900	- 23 500	19 900	2 000	21 900	- 1 600	2%	0.9
	Finlande <sup>2</sup>	- 25 000	- 800	- 25 800	33 000	25 100	58 100	32 300	7%	2.3
	France <sup>1,2</sup>	- 38 300	- 1 600	- 39 900	20 000	32 700	52 700	12 800	3%	1.3
	Allemagne	- 39 700	- 1 200	- 40 900	38 800	66 600	105 400	64 500	7%	2.6
	Grèce <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie <sup>2</sup>	- 27 800	- 6 000	- 33 800	21 500	26 500	48 000	14 200	4%	1.4
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande <sup>2</sup>	- 30 000	- 100	- 30 100	20 200	9 200	29 400	- 700	2%	1.0
	Israël <sup>2</sup>	- 21 800	- 200	- 22 000	12 100	14 200	26 300	4 300	3%	1.2
	Italie <sup>1</sup>	- 35 300	- 700	- 36 000	39 700	22 600	62 300	26 300	4%	1.7
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	- 32 600	- 900	- 33 500	1 100	7 100	8 200	- 25 300	-4%	0.2
	Lettonie <sup>4</sup>	- 21 100	- 1 200	- 22 300	13 500	8 900	22 400	100	2%	1.0
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg <sup>1,2,4</sup>	- 80 200	- 5 700	- 85 900	9 200	12 500	21 700	- 64 200	-3%	0.3
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	- 27 600	- 2 000	- 29 600	25 300	0	25 300	- 4 300	1%	0.9
	Norvège	- 52 100	- 3 600	- 55 700	57 500	25 900	83 400	27 700	4%	1.5
	Pologne <sup>1,2</sup>	- 25 100	- 4 100	- 29 200	13 100	33 300	46 400	17 200	4%	1.6
	Portugal <sup>2</sup>	- 26 300	- 2 700	- 29 000	26 100	16 800	42 900	13 900	3%	1.5
	République slovaque <sup>2</sup>	- 28 100	- 1 100	- 29 200	14 900	24 400	39 300	10 100	3%	1.3
	Slovénie <sup>2</sup>	- 31 600	- 11 900	- 43 500	25 400	47 800	73 200	29 700	5%	1.7
	Espagne	- 19 300	- 400	- 19 700	14 700	9 000	23 700	4 000	3%	1.2
	Suède <sup>1</sup>	- 38 700	- 600	- 39 300	49 700	21 500	71 200	31 900	5%	1.8
	Suisse	- 45 200	- 1 900	- 47 100	33 000	25 300	58 300	11 200	3%	1.2
	Turquie <sup>2,4</sup>	- 11 900	- 500	- 12 400	4 800	7 800	12 600	200	2%	1.0
	Royaume-Uni	- 22 800	- 300	- 23 100	23 400	16 400	39 800	16 700	4%	1.7
	États-Unis	- 39 700	- 1 600	- 41 300	50 900	23 600	74 500	33 200	5%	1.8
	Moyenne OCDE	- 33 700	- 2 200	- 35 900	29 100	20 500	49 600	13 700	3%	1.4
	Moyenne UE23	- 35 600	- 2 600	- 38 200	31 400	24 500	55 900	17 700	4%	1.5

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées du deuxième cycle du secondaire et celles diplômées au plus du premier cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

En raison de changements méthodologiques, les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2016.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2015.

4. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

**Source :** OCDE (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



Extrait de :

## Education at a Glance 2020

OECD Indicators

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/a5987b17-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.